



Un bateau fantôme échoue à Zarzis

Le dimanche 23 juin 2013 au matin, les habitants de Zarzis (Tunisie) se réveillent avec un bateau de plus sur leur plage. Celui-ci n'appartient ni à des touristes ni à de pêcheurs. Le Zodiac est vide, hormis les effets personnels des passagers qui l'occupaient. Trois corps auraient été retrouvés la semaine dernière sur les plages à proximité de Zarzis et été emmenés par la garde nationale mais le bateau aurait pu transporter jusqu'à soixante personnes. Dans quelles conditions les personnes disparues dont on ne connaît encore ni l'identité ni le nombre sont-elles décédées ? Leur bateau a-t-il subitement chaviré ou a-t-il dérivé pendant des jours et des nuits, entraînant la mort de ses occupants ? Ceux-ci ont-ils croisé d'autres embarcations qui ont refusé de leur porter assistance, comme c'est trop souvent le cas ?

Ce Zodiac n'est malheureusement qu'un des nombreux bateaux fantômes dont on ne retrouvera jamais la trace des passagers.

Le 10 juillet 2012, le seul survivant d'un groupe de 50 migrants naufragés était secouru au large de Zarzis par des pêcheurs, alors qu'il dérivait depuis des jours accroché au reste d'un Zodiac qui s'était dégonflé¹.

Combien de migrants à la recherche d'une vie meilleure n'arrivent jamais sur les côtes italiennes ? Combien de morts et de disparus faute d'avoir obtenu un visa ou même d'avoir eu accès à un document de voyage faudra-t-il encore pour que l'Union européenne et ses pays voisins daignent s'engager à venir en aide aux *boat people*?

Malgré cette hécatombe, la Tunisie et la Libye n'ont toujours pas délimité leur zone de recherches et de secours en mer (SAR), et les pêcheurs qui prêtent assistance aux migrants courent toujours le risque d'être poursuivis pour aide à l'émigration irrégulière, cela alors même que le secours aux naufragés est une obligation inconditionnelle du droit de la mer.

Enfin, aucun système commun d'identification des corps et de recensement des disparus n'a été mis en place entre les États de la région, laissant des milliers de familles dans l'attente insupportable de savoir si leurs proches sont morts ou encore en vie.

Boats4People² déplore une nouvelle fois l'allongement interminable de la liste des morts et disparus

1 « Un rescapé et 54 morts en mer lors d'une traversée de la Libye vers l'Italie », communiqué de presse du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en date du 10 juillet 2012, <http://www.unhcr.fr/4ffc6e71c.html>

2 Boats 4 People est une coalition internationale d'organisations qui regroupe : FIDH (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme), Réseau Euro-Africain Migreurop ; Tunisie: Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux, CETUMA (Centre de Tunis pour la Migration et l'Asile) ; Maroc: GADEM (Groupe Antiraciste de Défense et d'accompagnement des Étrangers et Migrants) ; Italie : ARCI (Associazione Ricreativa e Culturale Italiana) ; France: CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), FASTI

en Méditerranée et demande aux gouvernements des États des deux rives :

- de redoubler de vigilance et d'efforts dans les recherches et le secours en mer ;
- d'abroger les dispositions législatives telles que la loi de 2004 en Tunisie, la loi Bossi Fini en Italie, la loi 02-03 au Maroc ou l'article L. 613-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile en France qui font encourir aux pêcheurs le risque d'être poursuivis pour aide à l'immigration irrégulière s'ils prêtent secours à des migrants ;
- de cesser toute poursuite contre les marins et gens de mer pour avoir porté secours à des boat-people ;
- de mettre en place une procédure systématique permettant le recensement des disparus sur les deux rives de la Méditerranée, l'identification des corps, et l'information des familles lors de tout naufrage ;
- de mettre fin à la signature d'accords bilatéraux qui limitent la circulation régulière des personnes, ne leur laissant guère d'autre choix que de prendre la mer au péril de leur vie.

En absence de tout changement, les gouvernements du Nord et du Sud demeureront responsables des morts et des disparus en Méditerranée.